



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 0 0 0 0 3 3 /AONOPU/CIPM/MINAT/2022 DU 15 SEPT 2022
POUR LA CONSTRUCTION DE LA SOUS-PREFECTURE DE YAOUNDE IV

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage, lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence pour la construction de la Sous-Préfecture de Yaoundé IV.

2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres comprennent:

- les travaux préparatoires ;
- le terrassement ;
- l'implantation ;
- les maçonneries et béton armé ;
- l'élévation ;
- la toiture, les gouttières et les descentes d'eau ;
- le plafond ;
- la plomberie ;
- l'électricité ;
- la peinture ;
- la vitrerie ;
- la menuiserie mixte (bois, métallique, Aluminium) ;
- l'assainissement et les VRD ;
- le revêtement et la décoration ;
- le carrelage.

3. PARTICIPATION

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées en République du Cameroun, en règle avec l'administration fiscale et non exclues de la commande publique.

4. FINANCEMENT

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale, exercices 2022 et suivants imputation : 56 07 164 01 471192 523112.

5. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du présent projet est de quatre-vingt-dix-neuf millions (99 000 000) de francs CFA TTC, soit vingt millions (20 000 000) de francs CFA en 2022 pour la tranche ferme et le reliquat, les exercices suivants pour la tranche conditionnelle.

6. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, dès publication du présent avis, auprès du Ministère de l'Administration Territoriale, à la Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget, Service des Marchés Publics, deuxième (2^{ème}) étage, porte 214, Tél : 222.22.66.01 et la version électronique sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis par voie de presse écrite, voie d'affichage dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, ainsi que dans le Journal des Marchés de l'ARMP et sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

7- ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics, dès publication du présent Avis dans le Journal des Marchés de l'ARMP, par voie de presse écrite ou par voie d'affichage dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cent mille (100.000) francs CFA, payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

8- TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le soumissionnaire candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

9- DEPOT DES OFFRES

Les offres, rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devront parvenir ou être déposées contre récépissé au Service des Marchés Publics du Ministère de l'Administration Territoriale, au plus tard le 06 OCT 2022 à 14 heures précises, heure locale, portant les mentions suivantes :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° <u>000033</u> /AONOPU/MINAT/ CIPM/2022 DU <u>15 SEPT 2022</u> POUR LA CONSTRUCTION DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE YAOUNDE IV « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »
--

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 06 OCT 2022 à 14 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

10- RECEVABILITE DES OFFRES

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant d'un million, neuf-cent quatre-vingt mille (1.980.000) francs CFA.

Cette caution de soumission est délivrée par une banque de premier ordre ou par un organisme financier agréé(e) par le Ministre en charge des finances. Le délai de validité de cette caution est de trente (30) jours, au-delà de celui des offres.

11- OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fera en un temps, le 06 OCT 2022 à 15 heures précises, heure locale, dans la Salle de Conférences du Ministère de l'Administration Territoriale, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINAT siégeant en présence des soumissionnaires qui le souhaitent ou de leurs représentants dûment mandatés.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'offres sera déclarée irrecevable.

12- DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux est de huit (08) mois, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage desdits travaux.

13- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

13.1 Critères éliminatoires :

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires.
- fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le MINMAP;
- omission, dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié ;
- note technique inférieure à 5/7 des critères d'évaluation ;
- absence d'un Conducteur des Travaux ou d'un Directeur Technique, Ingénieur des Travaux de Génie Civil, inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie-Civil (Attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie-Civil, assortie d'un numéro d'inscription en vigueur, attestation de présentation de l'original du diplôme ; CV daté et signé ; attestation de disponibilité datée et signée sur l'honneur par le candidat ; cinq (05) années d'expérience au moins dans le domaine du Bâtiment) ;
- absence d'une attestation de visite du site signée par l'Autorité Administrative bénéficiaire des travaux, assortie d'un rapport de visite dudit site présenté par le soumissionnaire et comportant des photos en couleur;
- absence de l'attestation de capacité financière d'un montant de cinquante millions (50 000 000) de FCFA au moins ;
- absence ou présentation d'une caution de soumission non conforme ;
- Non-conformité du mode de soumission ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

13-2. Critères essentiels ou de qualification (en notation binaire)

Les critères relatifs à la qualification des soumissionnaires portent sur :

- Qualification et expérience du personnel;
- le matériel de chantier à mobiliser ;
- les références de l'entreprise dans les domaines similaires ;
- la note méthodologique ;
- le planning d'exécution des travaux ;
- la présentation générale de l'offre ;
- Preuves d'acceptation des conditions du marché (Cahier des Clauses Administratives Particulières et du Cahier des Clauses Techniques Particulières paraphés à chaque page, signés, datés et suivis de la mention « lu et approuvé » aux dernières pages).

Seules les offres ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à 5/7 des critères essentiels seront retenues pour la suite de la procédure.

14- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date limite fixée pour la remise de celles-ci.

15- ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

16- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, à la Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget Service des Marchés Publics, deuxième (2^{ème}) étage, porte 214, Tél : 222.22.66.01 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

17. ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

18- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir contacter la CONAC au numéro 1517 et l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) par SMS ou appel aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48. /-

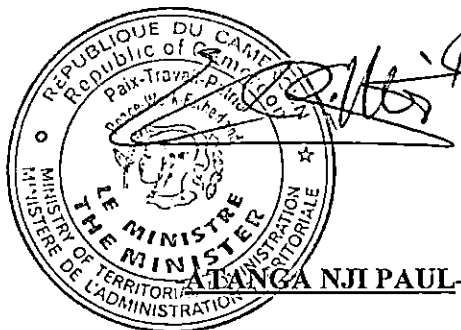
Yaoundé, le 15 SEPT 2022

AMPLIATIONS :

- MINMAP
- ARMP
- P/CIPM/MINAT
- AFFICHAGE
- PRESSE
- CHRONO/ARCHIVES

LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,

MAITRE D'OUVRAGE





OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 0 0 0 3 3 / ONITEP/MINAT/ITB/2022 OF 15 SEPT 2022 FOR THE CONSTRUCTION
SUBDIVISIONAL OFFICE YAOUNDE IV.

1. PURPOSE OF THE TENDER

The Minister of Territorial Administration, Project Owner, has launched on behalf of the Government of Cameroon, an Open National Invitation to tender in emergency procedure for the construction of Sub-Divisional Office of Yaoundé IV.

2. NATURE OF SERVICES

The services subject to these works include:

- preparatory works;
- earthworks;
- implantation;
- masonry and reinforced concrete;
- elevation;
- roofing, including gutters and downspouts;
- ceiling;
- plumbing ;
- electricity;
- painting ;
- glazing;
- wood, aluminium-glazed and metallic joinery;
- external works
- coating and decoration;
- pavement.

3. PARTICIPATION

This tender shall be opened, on equal terms, to all companies operating under the Cameroon law system with a good experience in the sectors of building and construction works.

4. FINANCING

The works subject to this invitation to tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Territorial Administration, for the 2022 and following financial years.

5. ESTIMATED COST

The estimated cost of the project is **ninety-nine million (99,000,000) CFA francs**, including all taxes, that is **twenty million (20 000 000) CFA francs for the firm slice** in 2022 and the remainder **for the conditional slice** in the following years.

6. CONSULTATION OF TENDERS DOCUMENTS

The tender file shall be consulted upon publication, free of charge, during working hours, at the Ministry of Territorial Administration, Public Contracts Service, second (2nd) floor, Room 214, Tel: 222 22 66 01 and the digital version on the COLEPS platform available at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as soon as this notice is published.

7. ACQUISITION OF TENDERS DOCUMENTS

Tender documents shall be obtained, upon presentation by bidders of a receipt of payment bearing a non-refundable sum of one hundred thousand (100,000) CFA francs, issued by the Public Treasury and representing the

purchase cost of the file, following publication of this invitation to tender from the Ministry of Territorial Administration, Public Contracts Service and "Journal Des Marchés" of the Public Contracts Regulatory Agency.

It is also possible to obtain the invitation to tender by downloading it freely on the COLEPS platform available at the aforementioned electronic addresses. However, the online submission is conditioned by the payment of the purchase costs of the invitation to Tender.

8. SIZE AND FORMAT OF FILES

For online submission, the maximum size of the documents which will transit on the platform and constituting the offer of the bidders are as follows:

- 5 Mo for the Administrative offer;
- 15 Mo for the Technical offer;
- 5 Mo for the financial offer.

The accepted formats are PDF format for texts and JPEG for Images.

The bidder will ensure he uses compression software in a bid to eventually reduce the size of the files to be transmitted.

9- SUBMISSION OF BIDS

Each bid, drafted in English and French in **seven (07) copies** including one (01) original and six (06) duplicates labelled as such shall be submitted to the Ministry of Territorial Administration, Public Contracts Service, second (2nd) floor, Room 214, latest 06 OCT 2022, at 2: 00 pm prompt, local time with the following indication:

**000033 / OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
/ ONITEP/MINAT/ITB/2022 OF 15 SEPT 2022 FOR THE CONSTRUCTION
OF THE SUBDIVISIONAL OFFICE OF YAOUNDE IV.
"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"**

For online submissions, the bid's document will be transmitted by the bidders on the COLEPS platform not later than 06 OCT 2022 at 2:00 PM. A back up copy of the bid saved to a USB or a CD/DVD will be transmitted under a sealed envelope with a clear indication stating "back up copy", in addition to the above mention and within the given timeframe

10- ACCEPTABILITY OF BIDS

Each bidder shall include in his administrative file, a bid-bond amounting to **one million, nine hundred and eighty thousand (1,980,000) CFA francs**.

This bid-bond shall be issued by a first class bank authorized by the Ministry of Finance. Bid-bonds shall be valid for a period of **thirty (30) days**, with effect from the deadline set for the submission of the bids.

11- OPENING OF BIDS

Tenders shall be opened in a single phase, on 06 OCT 2022 at 3:00 pm prompt, local time, in the Conference Hall of the Ministry of Territorial Administration, by the Internal Ministerial Tenders Board of the Ministry of Territorial Administration. The Internal Tenders Board shall carry out the opening of bids in the presence of interested bidders or their duly mandated representatives who have perfect knowledge of the file.

All documents not in conformity with the prescribed documents shall be rejected.

12- EXECUTION DEADLINE

The maximum execution deadline shall be eight (08) months, from the date of notification of the Service Order for the commencement of work.

13- EVALUATION CRITERIA

13.1 Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria shall include:

- Incomplete or non-compliant administrative file required forty-eight 48 hours following the opening of bids;
- False declaration or forged documents;
- Lack of the commitment on honour by the bidder not to have abandoned any contract during the last three (03) years and not feature on the list of failing companies annually established by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- Lack of a quantified unit price in the financial statement of the bid;
- Technically, marks below 5/7 of the essential criteria;

- Lack of a Civil Engineer who is the technical supervisor, registered at the National Order of Civil Engineers with a valid registration number, an Attestation of Presentation of the Original Diploma, signed and dated Curriculum Vitae, certification of availability duly dated and signed by the candidate who should justify five (05) years of experience in the fields of building and public works;
- Lack of an attestation of the site visit signed by the local Administrative Authority, alongside the related report submitted by the bidder with colour picture;
- Lack of an attestation of bank solvency or financial capacity below fifty million (50, 000,000) CFA francs;
- Lack or submission of a non-conforming bid bond;
- non conformity of the submission mode;
- non-respect of the formats of bid files (for bids submitted digitally);
- absence of a backup copy where the COLEPS platform mal functions.

13.2 ESSENTIAL QUALIFICATION CRITERIA (in binary notation)

The qualification criteria shall include:

- Managerial staff of the Enterprise;
- Mobilization of company's equipment on the building site;
- References of the enterprise in similar fields;
- Work methodology ;
- Work schedule;
- General presentation of bids;
- Proofs of acceptance of the Special Administrative Clauses and Technical Specifications endorsed on each page, dated and signed with the following indication "read and approved" on the last page.

To be eligible for the final evaluation, technically a bid should score at least 5/7 of the essential criteria.

14- VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain bound by their bids for a period of sixty (60) days, with effect from the deadline set for their submission.

15- AWARD OF THE CONTRACT

Subject to fulfilling the bid compliance conditions, the contract shall be awarded to the bidder whose bid fulfills the required technical and financial criteria and is deemed to be the lowest.

16- ADDITIONAL INFORMATION

Further information shall be obtained during working hours from the Ministry of Territorial Administration, Department of Financial and Material Resources, Sub-Department of Budget , Public Contracts Service, second (2nd) floor, room 214 and phone number: 222 22 66 01 and the digital version on the COLEPS platform available at <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

17. TECHNICAL ASSISTANCE

To obtain technical assistance, in case of problems linked with the use of the platform, call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write an email to dsi@minmap.cm.

18- FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

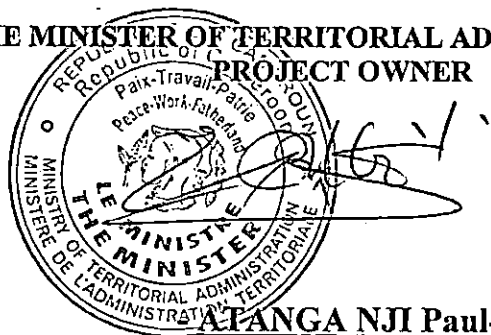
For any attempt of corruption or malpractices, please call or send an SMS either to the National Anti-Corruption Commission (CONAC) to 1517, or the Ministry of Public Contracts (MINMAP) through the following numbers (+237) 673 20 57 25 and (+237) 699 37 07 48./-

Yaoundé, the 15 SEPT 2022

Ampliatiions

- MINMAP
- DG/ARMP
- PITB/MINAT
- BILL BOARD
- PRESS
- ARCHIVES /CHRONO

THE MINISTER OF TERRITORIAL ADMINISTRATION,
PROJECT OWNER



ATANGA NJI Paul-